

REPUBLIQUE DU TCHAD

CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

PRESIDENCE DU CONSEIL MILITAIRE

DE TRANSITION

PRIMATURE

COMITE D'ORGANISATION DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Unité - Travail - Progrès

---OoO---

**CONSULTATION DES FORCES VIVES DE LA DIASPORA
TCHADIENNE
AU CAMEROUN ET EN GUINEE EQUATORIALE**

SYNTHESE DES TRAVAUX

DU 08 AU 09 NOVEMBRE 2021

HÔTEL MONT FEBE

En prélude au Dialogue National, des consultations des forces vives de la diaspora tchadienne au Cameroun et en Guinée Equatoriale se sont tenues du 08 au 09 novembre 2021 à l'hôtel Mont Fébé de Yaoundé.

La liste des participants est en annexe 1.

Après l'ouverture officielle des travaux par Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Tchad auprès de la République du Cameroun, DJIDDI BICHARA, un présidium composé ainsi qu'il suit, a été mis en place :

- Président : NALEM KABO
- Premier Vice-Président : HAOUA HANGATA GOUKOUNI
- Deuxième Vice-Président : BILAL MAHAMAT ALI
- Rapporteur Général : DOROMON ADOUMMADJI
- Premier Vice Rapporteur : MAHAMAT BAHAR HAKI
- Deuxième Vice Rapporteur : DJOURDEBBE BOUBA FRANKLIN
- Troisième Vice Rapporteur : NABILLAH KOROM
- Quatrième Vice Rapporteur : FADOUL ABBA SAKHAIN

Après la mise en place du présidium et lecture du règlement intérieur des assises, la Chef de mission du Comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif (CODNI), Madame LARLEM MARIE a donné quelques orientations pratiques visant à préciser le caractère libre, sincère, sans tabou mais courtois que devaient revêtir les différentes interventions.

Au cours desdites consultations, cinq principales thématiques ont été abordées par les participants, il s'agit de :

1. Paix, cohésion sociale et réconciliation ;
2. Forme de l'Etat, constitution, réformes institutionnelles et processus électoral ;
3. Droits humains et libertés fondamentales ;
4. Politiques publiques sectorielles ;
5. Questions sociétales.

La restitution des travaux menés en atelier dont la synthèse est présentée ci-après, a été faite en plénière (cf. annexe 2).

Thématique 1 : Paix, cohésion sociale et réconciliation

Les questions abordées se rapportent :

- à la justice et l'égalité des citoyens ;
- à la cohésion sociale et la diversité culturelle ;
- aux forces de défense et sécurité au service de l'unité nationale et de la paix ;
- à la réconciliation nationale et la paix durable.

A l'issue des discussions, les principales recommandations sont :

- prôner la justice, l'équité et l'égalité des chances pour tous ;
- prôner la culture du pardon ;
- organiser les états généraux de l'armée ;
- éduquer les enfants tchadiens dans le respect de la société ;
- renforcer le dispositif pénal pour réprimer la violence ;
- condamner publiquement les graves atteintes à la paix et à la cohésion sociale.

Thématique 2 : Forme de l'Etat constitution, réformes institutionnelles et processus électoral

Il a été question de :

- la Constitution et des institutions de la République ;
- l'Administration du territoire et de la gouvernance locale ;
- des partis politiques et du processus électoral.

Les principales recommandations formulées par les participants sont :

- opter pour un Etat fédéral ;
- créer le Sénat ;
- adopter la constitution par référendum ;
- non implication les chefferies traditionnelles dans la vie politique ;
- durée des mandats : Président 5 ans, Député : 5 ans et Sénateur : 3 ans ;
- créer un organe chargé des élections dont les membres sont élus.

Thématique 3 : Droits humains et libertés fondamentales

Les questions abordées se rapportent :

- aux Droits humains, libertés fondamentales et les droits de la défense ;
- aux libertés syndicales et associatives ;
- à la démocratie et à la citoyenneté ;
- aux libertés de la presse et aux rapports média-pouvoirs publics ;
- aux traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées ;
- aux droits des personnes vulnérables ;
- à la sécurité sociale et aux institutions des prévoyances sociales.

A l'issue des discussions, les principales recommandations sont :

- garantir l'indépendance de la justice pour assurer l'efficacité des juridictions nationales ;
- créer au sein de la Commission des Droits de l'Homme des comités de suivi chargés de recueillir les plaintes des citoyens de plus près ;
- renforcer la formation de la police judiciaire en matière de déontologie ;
- sensibiliser la population sur les droits fondamentaux ;

- garantir l'alternance démocratique au sommet de l'Etat ;
- garantir la transparence dans le processus électoral ;
- garantir la liberté d'expression dans les urnes et assurer la sécurité des électeurs ;
- former les forces de l'ordre et de sécurité aux droits de l'homme, notamment à la sacralité de la vie humaine ;
- favoriser l'insertion socio-professionnelle des personnes handicapées, des femmes et enfants ;
- garantir la sécurité sociale pour les travailleurs.

Thématique 4 : Politiques publiques sectorielles

Il a été question des conditions d'amélioration des politiques sectorielles pour lesquelles les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- instaurer l'obligation de déclaration des biens de tout responsable assurant la gestion des ressources publiques ;
- dématérialiser la chaîne de recouvrement des recettes publiques ;
- élargir le champ de la reddition de compte ;
- créer des cellules d'assistance technique au sein des ministères pour l'orientation des opérateurs économiques ;
- créer des zones franches, des technopoles et des agricoles ;
- accélérer et renforcer la décentralisation ;
- fournir des services sociaux en qualité et en quantité aux populations rurales (eau potable, santé, éducation, etc.) ;
- mettre l'accent sur les formations techniques et les filières scientifiques ;
- accélérer le désenclavement du pays par la mise en place des infrastructures de qualité (aéroport, routes, etc.) ;
- promouvoir l'industrialisation en mettant en valeur les ressources nationales (gomme arabique, coton, sésame, produits de l'élevage, etc.) ;
- développer le tourisme ;
- encourager les productions intensives (agriculture et élevage).

Thème 5 : Questions sociétales

Les questions abordées se rapportent aux sous thèmes suivants :

- questions liées à l'éthique, aux comportements et aux valeurs ;
- la moralisation de la vie nationale, la lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et prédatons de toutes sortes ;
- les chefferies traditionnelles ;
- les congrégations religieuses ;
- la question de la dia ;
- le bilinguisme ;
- la solidarité avec les couches vulnérables, la lutte contre les précarités et la pauvreté, les mutilés de guerre, le problème de la migration, l'exode rural ;
- la dimension genre et la promotion de la femme ;
- le trafic d'enfants.

Les recommandations pour cette thématique sont :

- créer un organe étatique scientifique en charge de la recherche et de la promotion des valeurs traditionnelles, religieuses et morales ;
- créer un cadre de dialogue permanent entre les autorités traditionnelles, religieuses et la société civile ;
- veiller au respect de la liberté religieuse et sanctionner les atteintes à la laïcité ;
- bannir simplement et purement la question de dia ;
- Eviter l'identification de la langue arabe à l'islam ;
- subventionner les produits de première nécessité ;
- financer les micro-projets ;
- assurer la gratuité de l'école et des premiers soins ;
- subventionner les activités agricoles et pastorales ;
- faciliter l'accès à l'eau et l'électricité ;
- promouvoir l'économie sociale ;
- favoriser davantage la scolarisation des filles ;
- impliquer davantage les femmes dans la gestion de la chose publique ;
- encourager et accompagner l'entrepreneuriat féminin ;
- interdire les mariages précoces ;
- adopter le code de famille à défaut le statut de la femme.

Par ailleurs, les questions spécifiques à la diaspora tchadienne vivant au Cameroun et en Guinée Equatoriale ont fait l'objet de recommandations spéciales ci-après :

- adoption d'un texte organisant les Associations des colonies tchadiennes à l'étranger permettant à ce que les dirigeants de ces Associations œuvrent sous les auspices de la Représentation Diplomatique;
- mettre en place un service chargé de la statistique et d'assistance des étudiants tchadiens à l'étranger.

Fait à Yaoundé, le 09 novembre 2021

Le Rapporteur Général du Présidium

Le Président du Présidium

ADOUMMADJI DOROMON

NALEM KABO